



Ministère des solidarités et de la santé
Ministère de l'action et des comptes publics

Direction de la sécurité sociale
Sous-direction de l'accès aux soins,
des prestations familiales et des
accidents du travail
Bureau 2A
Personne chargée du dossier :
Marion BILLON-GALLAND
Mél : marion.billon-galland@sante.gouv.fr

D : 19-006277

La ministre des solidarités et de la santé
Le ministre de l'action et des comptes publics

à

Monsieur le directeur général de la Caisse nationale de
l'assurance maladie

Monsieur le directeur général de la Caisse centrale de la
mutualité sociale agricole

Mesdames et messieurs les directeurs des caisses
nationales ou services gestionnaires des régimes
spéciaux d'assurance maladie (CAVIMAC, CNMSS,
CRPCEN, ENIM, RATP, SNCF)

INSTRUCTION N° DSS/SD2A/2019/61 du 21 mars 2019 fixant les montants de l'abattement
mentionné à l'article L. 861-2 du code de la sécurité sociale à compter des allocations versées au
titre du mois d'avril 2019

Date d'application : Immédiate

NOR : SSAS1908510J

Classement thématique : Assurance maladie, maternité, décès ; Assurance vieillesse

Publiée au BO : oui

Déposée sur le site circulaire.legifrance.gouv.fr : oui

Catégorie : Directives adressées par le ministre aux services chargés de leur application, sous réserve, le cas échéant, de l'examen particulier des situations individuelles.

Résumé : Afin que les revalorisations exceptionnelles de l'allocation aux adultes handicapés (AAH), de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) et de l'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) ne conduisent à rendre inéligibles certains de leurs allocataires à la couverture maladie universelle complémentaire (CMU-c) et à l'aide au paiement d'une complémentaire santé (ACS), l'article 40 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 a introduit un abattement sur le montant de ces allocations pris en compte dans l'éligibilité à la CMU-c et à l'ACS. La présente instruction détermine les montants de l'abattement en euros à appliquer à compter des allocations versées au titre d'avril 2019.

Mots-clés : Sécurité sociale, abattement, AAH, ASPA, ASV, CMU-c, ACS

Textes de référence : Article L. 861-2 du code de la sécurité sociale, décret n° 2018-227 du 30 mars 2018 portant revalorisation de l'allocation de solidarité aux personnes âgées, arrêté du 20 avril 2018 portant mise en œuvre de l'abattement sur les allocations mentionné à l'article 40 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 dans la prise en compte des ressources pour l'attribution de la couverture universelle complémentaire et de l'aide au paiement d'une assurance complémentaire de santé

Les bénéficiaires de l'AAH, de l'ASPA et de l'ASV, mais aussi de l'allocation supplémentaire d'invalidité (ASI), peuvent, en fonction de leurs ressources et de la composition de leur foyer, compter parmi les bénéficiaires de la CMU-c et de l'ACS, dispositifs essentiels en matière d'accès aux soins des personnes en situation de précarité.

Afin que les revalorisations exceptionnelles de l'AAH, de l'ASPA et de l'ASV ne conduisent pas à rendre inéligibles certains de leurs allocataires à la CMU-c et à l'ACS, l'article 40 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 a introduit un abattement sur le montant de ces allocations pris en compte pour apprécier l'éligibilité à la CMU-c et à l'ACS. Aussi, l'article L. 861-2 du code de la sécurité sociale prévoit que ces allocations perçues pendant la période de référence « *sont prises en compte, selon des modalités fixées par arrêté des ministres chargés de la sécurité sociale et du budget, après application d'un abattement dont le niveau est fixé pour chacune d'entre elles, dans la limite de 15 % de leurs montants maximaux* ». Cette mesure vise à neutraliser strictement l'effet de ces revalorisations, l'objectif étant de permettre aux allocataires concernés de pouvoir continuer à bénéficier de la CMU-c et de l'ACS dans les mêmes conditions que si les revalorisations exceptionnelles n'avaient pas eu lieu.

L'arrêté du 20 avril 2018 a défini la formule de calcul de l'abattement qui s'appliquera de manière pérenne à l'ensemble des allocations concernées. Le montant de l'abattement est égal, pour chaque mois, à la différence entre le montant de l'allocation due pour le mois et le montant de l'allocation due le même mois de l'année précédente affecté du coefficient de revalorisation de droit commun appliqué à la dernière revalorisation du plafond CMU-c.

Le montant de cet abattement est forfaitaire : il est identique si l'allocation est servie à son montant maximum ou si elle est servie à un montant différentiel.

En application de ces dispositions, les montants de l'abattement appliqués par les caisses de sécurité sociale à compter des allocations versées au titre du mois d'avril 2019 sont les suivants :

- Le montant de l'abattement sur l'ASPA et l'ASV est fixé, pour les personnes seules ou lorsque seul un des conjoints, concubins ou partenaires liés par un pacte civil de solidarité (PACS) bénéficie de l'une de ces allocations, à :
 - 44 € sur le montant des prestations versées au titre des mois d'avril 2019 jusqu'à décembre 2019 ;
 - 79 € sur le montant des prestations versées au titre des mois de janvier 2020 à mars 2020.
- Le montant de l'abattement sur l'ASPA et l'ASV est fixé, lorsque les deux conjoints, concubins ou partenaires liés par un PACS bénéficient de l'une de ces deux allocations, à :
 - 68 € sur le montant des prestations versées au titre des mois d'avril 2019 jusqu'à décembre 2019 ;
 - 122 € sur le montant des prestations versées au titre des mois de janvier 2020 à mars 2020.
- Le montant de l'abattement sur l'AAH est fixé, pour les personnes seules ou lorsque seul un des conjoints, concubins ou partenaires liés par PACS bénéficie de l'AAH, à :
 - 28 € sur le montant des prestations versées au titre des mois d'avril 2019 jusqu'à octobre 2019 ;
 - 68 € à compter des prestations versées au titre du mois de novembre 2019.

Nous vous demandons de transmettre les présentes instructions aux organismes de votre ressort débiteurs des prestations mentionnées ci-dessus.

Pour les ministres et par délégation
La directrice de la sécurité sociale

Signé

M. Lignot-Leloup
directrice de la sécurité sociale